

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

[DÉFENSE]

Le 13 juin 2023



## Loi de programmation militaire : et l'Europe de la défense ?

***Les Radicaux de Gauche constatent que, malgré un effort budgétaire national conséquent, la France n'a pas les moyens financiers pour faire face seule à une guerre de « haute intensité » et demandent que la France privilégie les coopérations avec ses partenaires européens.***

L'Assemblée Nationale vient de voter une loi de programmation militaire (LPM). Cet exercice doit tenir des événements passés et envisager l'avenir. Hélas, le présent texte semble déjà dépassé car il prend pas en compte la situation politique actuelle et les perspectives prévisibles compte tenu des tensions géopolitiques.

En regardant le passé, la France est le seul pays d'Europe, avec la Grande-Bretagne, à posséder l'arme nucléaire, à disposer une défense nationale de dimension régionale et à avoir projeté son armée sur des théâtres d'opérations extérieures en Afrique et au Moyen-Orient. Cependant toutes ces opérations militaires sont peu soutenues par nos voisins européens et sont largement tributaires de moyens technologiques étrangers comme le réseau satellitaire américain. Ainsi, lorsque François Hollande veut répliquer aux bombardements chimiques de Bachar El Assad contre son peuple, Barack Obama refuse d'appuyer l'intervention de l'aviation française.

Pour ce qui est du présent et de l'avenir, ceux qui croyaient en la fin de l'histoire dans un monde éternellement en paix en sont pour leurs frais. La guerre en Ukraine, les menaces d'invasion de Taiwan et les nombreux conflits en Afrique démontrent que la guerre est toujours d'actualité et en particulier la guerre de « haute intensité ». C'est-à-dire un conflit entre Nations, provoquant le déclenchement des alliances, engageant des moyens conventionnels considérables, peut-être nucléaires, et provoquant la mort de plusieurs centaines de milliers de victimes civiles et militaires. Le retour de la politique des empires (Chine, USA, Turquie, Russie...) accroît considérablement les risques potentiels de conflits. La guerre en Ukraine en est la meilleure illustration aux portes de l'Europe.

Dans cette guerre, à côté de l'affrontement classique connu des armées, les sanctions économiques, les cyberattaques, la rupture des canaux médiatiques mondiaux, l'utilisation des drones... constituent des formes nouvelles d'affrontement. Mais disons-le tout net, sans l'appui financier, militaire, technologique des États-Unis, la situation de l'Ukraine serait plus difficile. Pourtant, devant cette crise existentielle majeure, l'Europe a réagi et a su sortir de son cadre institutionnel classique pour aider l'Ukraine, pays agressé, à résister sur les plans militaire, financier et économique. Qu'on le veuille ou non, c'est un pas considérable pour enfin prendre en compte les problèmes de défense. Nos voisins allemands comprennent maintenant que le commerce et l'économie ne constituent pas l'horizon indépassable d'une politique nationale et les États européens rappellent que les rapports géopolitiques et géostratégiques anciens existent toujours. La réalité militaire est celle de l'urgence et de l'existant : les Ukrainiens demandent des chars Léopard allemands et des F16 américains qui équipent la plupart des armées européennes et nous nous apercevons que, pour fournir assez de munitions, nos industriels demandent plusieurs mois. Comme la guerre n'attend pas, les pays européens se tournent vers le pays qui peut leur fournir immédiatement les matériels et les technologies adéquates. Nous devons prendre acte de cette réalité, les États-Unis se tournant ainsi de plus en plus vers la zone indopacifique après, en outre, avoir déjà abandonné plusieurs terrains d'intervention (cf. l'Afghanistan).

- Les Radicaux de Gauche constatent que, malgré un effort budgétaire national conséquent, la France n'a pas les moyens financiers pour faire face seule à une guerre de « haute intensité » dans la mesure où la construction d'un nouveau porte-avion et l'entretien de la force de dissuasion nucléaire nécessitent des crédits très importants;

- Les Radicaux de Gauche se félicitent des avancées de l'UE dans la prise en compte des questions de défense;

- Les Radicaux de Gauche demandent que la France privilégie les coopérations avec ses partenaires de l'UE dans la conception et la fabrication de matériels militaires communs.